

MEBARKI DÉTAILLE LES CHOIX DU GOUVERNEMENT DANS SON SECTEUR

«L'agriculture, l'agroalimentaire, l'industrie et le tourisme prioritaires

Quelque 170 000 nouveaux stagiaires sont inscrits dans les différents établissements de formation professionnelle, a annoncé hier le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mohamed Mebarki en visite, à Béjaïa où il a présidé, dans la matinée à l'INSFP de Sidi-Aïch, la cérémonie de lancement de l'entrée de formation - session février 2016.

Tout en informant que la période des inscriptions a été prolongée jusqu'au 6 mars prochain, le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels a annoncé que la mobilisation de 25 000 formateurs et plus de 1 230 établissements de formation auxquels s'ajoutent 10 nouvelles structures pour quelque 265 000 postes de formation afin de permettre la réussite de cette rentrée.

Une rentrée qui se caractérise également, souligne M. Mebarki, par une offre de 282 spécialités couvrant les 22 branches professionnelles introduites dans la nomenclature des spécialités de la formation professionnelle qui seront sanctionnées par un diplôme de formation et plus de 112 spécialités concernant les formations qualifiantes initiales de courte durée sanctionnées par une attestation de qualification. La rentrée de février se distingue aussi par «le renforcement de la formation dans les filières décidées prioritaires par le gouvernement à savoir l'agriculture

et l'agroalimentaire, l'industrie et le tourisme» note M. Mebarki dans son intervention devant les autorités de wilaya et les stagiaires de l'INSFP de Sidi-Aïch. Parlant de la feuille de route de son secteur, le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels a annoncé «l'entame, parmi d'autres actions, du processus de mise en place de centres d'excellence». «Ces centres d'excellence s'inscrivent comme une réponse aux changements et aux avancées technologiques dans le monde, et œuvrent à l'adaptation des offres de formation aux besoins imposées par les mutations économiques du pays, par l'introduction de nouvelles méthodes et spécialités, dans des secteurs stratégiques, comme l'automatisme, l'énergie, le téléphonie, le numérique...», a déclaré M. Mebarki. Le secteur de la formation œuvre en coordination avec les différents opérateurs économiques à adapter les formations aux besoins exprimés et, par conséquent, faciliter l'employabilité des diplômés en



Mohamed Mebarki, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

les insérant dans le monde du travail, a expliqué M. Mebarki.

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels a insisté sur la nécessité de renforcer les spécialités nécessaires au développement socioéconomique, très demandées par les jeunes notamment les énergies renouvelables (montage des panneaux photovoltaïques), a-t-il fait savoir. Entre autres offres de formation constituant les priorités de son secteur, M. Mebarki citera le bâtiment et les travaux publics (superviseur de travaux, réhabilitation du vieux bâti), l'environnement, l'eau, l'hôtellerie, le tourisme, la mécanique et le

machinisme. «Pour augmenter les possibilités de prise en charge de la demande de formation de niveau 5 (TS), des jeunes de niveau 3^e AS, plus de 95 sections détachées ont été ouvertes au niveau des CFPA, sous la responsabilité pédagogique des INFSP concernés par la spécialité» a signalé M. Mebarki dans son discours. Sur un autre registre destiné à attirer les jeunes vers les créneaux porteurs et créateurs d'emplois, M. Mebarki a indiqué que «l'Etat a mis en place plusieurs mesures et dispositifs». Il citera à ce sujet «l'extension de l'âge maximum d'accès à 35 ans au lieu de 25 ans, la mise en place de passe-

relles pour le passage d'un niveau de qualification vers celui immédiatement supérieur et l'octroi de crédits pour la création de micro-entreprises, à travers les différents dispositifs (Ansej, Cnac)».

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels a aussi tenu à rassurer, les formateurs et les encadreurs de son secteur pour leur rappeler «l'importance de la mission dont ils ont la charge, celle de transmettre les compétences, les savoir-faire, et savoir-être à ces jeunes apprenants».

«Les enseignants sont au centre de cette équation de formation, et déterminent toutes les conditions de réussite de toute la politique ou stratégie de formation de la ressource humaine, dans notre pays», a souligné Mebarki.

Par ailleurs, lors de son déplacement de travail dans la wilaya de Béjaïa, M. Mebarki a procédé à l'inauguration et à la baptismation du CFPA de Bordj Mira, la mise en service de l'extension du CFPA d'Aokas dédié aux métiers d'hôtellerie et de tourisme ainsi que le lancement des portes ouvertes sur l'apprentissage au niveau de la Maison de la culture de Béjaïa avant de rendre visite à des apprentis en milieu professionnel avec l'entreprise CRCC dans les spécialités des travaux publics.

A. Kersani

FORMATION PROFESSIONNELLE

7 000 offres de «formation à la carte» en 2016

L'exigence d'une qualification est une «condition sine qua none» pour accéder au marché du travail. C'est ce qu'a soutenu, hier, Akila Chergou, directrice de la formation continue au ministère de la Formation professionnelle, invitée de la Radio Chaîne 3.

Younès Djama- Alger (Le Soir)- Selon elle, quand bien même on peut décrocher un poste d'emploi, sans qualification, et à tous les niveaux, l'on ne peut pas le préserver. D'où la nécessité d'aller vers la formation.

Il reste que le secteur de la formation professionnelle, selon Akila Chergou, offre une formation à la carte, signalant que les centres relevant du secteur ont signé des accords avec des entreprises afin de former leurs salariés et ce, selon des programmes ciblés ou à la carte. Pour cette rentrée 2016, à titre d'exemple, le secteur a inscrit quelque 7 000 offres de «formation à la carte» et qui sont déjà négociées avec les entreprises et les administrations.

Pour cela, l'ensemble des établissements de la formation professionnelle sont ouverts au profit des travailleurs qui peuvent ainsi suivre des formations en cours du soir, précise la représentante du département de Mohamed Mebarki.

Sur un autre plan, l'invitée de la radio a signalé que les formateurs sont considérés comme la «cheville ouvrière» du secteur de la formation, et au profit desquels le secteur a tracé tout un programme de formation à travers un réseau d'ingénierie, dix instituts régionaux, un institut national, tous ont pour mission de former les formateurs.

Il faut savoir qu'un formateur suit une formation de six mois à la fois pédagogique et un perfectionnement technique, avant d'intégrer son poste. Et tout au long de sa carrière, le formateur suit une formation continue.

«Pour cette année, nous avons 8 000 formateurs qui viennent de terminer leur stage et qui vont intégrer les sections de formation. Nous avons aussi plus de 7 000 qui sont recrutés pour le budget 2015. Les pouvoirs publics ont pris conscience que c'est le secteur de la formation qui va prendre en charge l'essor économique du pays», a affirmé M^{me} Akila Chergou. Selon elle, la formation professionnelle est en plein développement, avec 22 branches, plus de 440 spécialités, à

plusieurs niveaux de qualification. Parmi les nouvelles branches, M^{me} Chergou a cité les mines et carrières que le secteur de la formation a développée avec le département de l'industrie et des mines.

D'ailleurs, pour la rentrée de ce mois de février, il a été enregistré une nouvelle spécialité en géologie au niveau du cursus de technicien supérieur (TS) ouvert en rapport avec ce secteur. «Nous avons également avec d'autres secteurs d'autres spécialités

que nous avons introduites à l'instar de l'efficacité énergétique que nous sommes en train de développer, également nous revisitons les programmes de la maintenance industrielle.

Dans les domaines prioritaires et stratégiques pour l'Algérie, nous avons travaillé sur les métiers du BTP et l'agriculture, ainsi que le tourisme et l'hôtellerie, les TIC, pour lesquels il y a des besoins importants», ajoute M^{me} Chergou.

Y. D.

SESSION DE PRINTEMPS DU PARLEMENT

Une vingtaine de textes de lois à l'ordre du jour

Une vingtaine de textes de lois sera au menu de la session de printemps du Parlement (Conseil de la nation et APN) qui s'ouvrira mercredi prochain, a-t-on appris hier de sources proches du Parlement. Certains projets de lois sont déjà au niveau des commissions spécialisées de l'APN, en attendant de les soumettre à examen et vote de la Chambre basse du Parlement puis au Conseil de la nation.

Il s'agit, entre autres, du projet de loi relatif à l'organisation de la profession de commissaire-priseur aux surenchères, du projet de loi portant lutte contre la contrebande, du projet de loi sur la promotion de l'investissement et du développement de l'entreprise et du projet de loi relatif à l'utilisation de l'empreinte génétique

dans les procédures judiciaires et l'identification des personnes.

Plusieurs projets de lois organiques, à l'instar de la loi régissant les relations entre les deux Chambres du Parlement et le gouvernement et la loi électorale, seront également présentés lors de cette session, pour les adapter aux nouvelles dispositions de la Constitution révisée et adoptée le 7 février dernier par les parlementaires réunis en session extraordinaire au Palais des nations.

Lors du Conseil des ministres qu'il avait présidé en janvier dernier, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, avait instruit le gouvernement à s'atteler avec le concours du Parlement à préparer et faire adopter les lois qui découleront

de la révision constitutionnelle. «Le gouvernement aura à s'atteler avec diligence et avec le concours du Parlement à préparer et faire adopter les lois qui découleront de cette révision constitutionnelle», avait-il affirmé.

L'ordre du jour de cette nouvelle session parlementaire sera arrêté lors de la réunion des bureaux des deux Chambres du Parlement et du représentant du gouvernement.

Cette réunion interviendra conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi organique n° 99-02 fixant l'organisation et la mission de l'APN et du Conseil de la nation ainsi que leurs relations avec le gouvernement.

Cette session de printemps est la dernière conformément à la loi organique en vigueur régis-

sant les relations entre le gouvernement et le Parlement, laquelle sera amendée lors de cette session en vue de son adaptation aux nouveaux amendements constitutionnels, avait précisé dans un entretien à l'APS, le ministre des Relations avec le Parlement, Tahar Khaoua.

L'amendement de ladite loi concernera l'activité de l'institution législative qui opérera désormais en une seule session au lieu de deux, selon l'article 118 de la Constitution amendée.

En effet, l'article 118 stipule que «le Parlement siège en une session ordinaire par an, d'une durée minimale de dix mois. Celle-ci commence le deuxième jour ouvrable du mois de septembre».

APS